



MARCHE PUBLIC

REGLEMENT DE CONSULTATION

Marché 2022-001

Carte titres restaurant

ARTICLE 1 – Objet

Le présent appel d'offres concerne la mise en place d'un accord-cadre pour la réalisation des services de mise à disposition et de gestion de titres restaurant sous forme dématérialisée pour les salariés de BGE Hauts de France.

Le type de prestations attendues et leurs caractéristiques techniques sont indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

L'appel d'offres porte sur des prestations de services de traitement d'opérations et services de compensation, selon la classification CPV 66133000-1.

ARTICLE 2 – Nature de la consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert mentionné aux articles L.2124-2 et R.2124-2-I° du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3 – Forme de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu avec un seul titulaire ; il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 – Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

Il peut être prorogé par reconduction expresse trois mois avant le terme annuel pour une durée d'un (1) an, et dans la limite de deux (2) reconductions.

ARTICLE 5 – Montant de l'accord cadre

Le présent appel d'offres est composé d'un lot unique, dont la valeur est estimée à 1.050.000 € HT sur quatre ans.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés, conformément à l'article L2113-11 2° du code de la commande publique, la dévolution en différents lot rendrait techniquement la prestation difficile et financièrement plus coûteuse l'allotissement est donc exclu du présent accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu sans minimum ; il est conclu avec un montant maximum de 1.300.000 € HT pour la durée maximale de l'accord-cadre.

Ces chiffres ne sont qu'une indication, en aucun cas ils n'engagent BGE Hauts de France sur un volume.

ARTICLE 6 – Conditions d'exécution des prestations

Lors de la survenance des besoins, BGE Hauts de France adresse au titulaire les bons de commande qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée, ainsi que la quantité souhaitée.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation, selon les modalités prévues par l'accord-cadre.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les offres qui ne sont pas conformes aux spécifications minimales indiquées dans le dossier de consultation sont éliminées.

ARTICLE 8 – Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au dossier de consultation.

BGE Hauts de France se réserve le droit d'apporter, au plus tard, huit jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

ARTICLE 9 – Dossier remis au candidat

9.1. Publicité

L'avis de marché relatif au présent appel d'offres est publié sur les sites internet suivants:

- Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE)
- Bulletin Officiel des Annonces Des Marchés Publics (BOAMP)
- www.e-marchespublics.com
- <https://www.bge-hautsdefrance.fr/>

9.2. Retrait du dossier

Le retrait du dossier de consultation s'effectue gratuitement par voie dématérialisée via le site suivant : <https://www.bge-hautsdefrance.fr/>

9.3. Composition du dossier

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- le Cahier des Clauses Administratives (CCA),
- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- le présent règlement de consultation qui n'a pas de valeur contractuelle.

ARTICLE 10 – Conditions de présentation des offres

Le candidat transmet son offre selon les modalités décrites ci-dessous.

10.1 Transmission électronique

10.1.1 Dépôt sur la plateforme

La remise des offres s'effectue exclusivement par voie dématérialisée via le site suivant : <https://e-marchespublics.com>

Un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception est automatiquement envoyé au candidat. Les dossiers d'offre sont remis par voie électronique et doivent impérativement être déposés avant les dates et heures indiquées à l'article 10.2 du présent règlement. A défaut, l'offre est rejetée.

10.1.2 Format des fichiers transmis

Les formats de documents acceptés sont les suivants : compatibles traitements de textes courants (.doc ; .rtf ; .docx notamment), tableurs (.xls notamment), diaporamas (.ppt notamment) ou dans un autre format préservant la présentation de telle sorte qu'ils puissent être lus par des logiciels libres de droits ou les logiciels très grand public type Microsoft Office.

Les documents à transmettre sont compressés au sein d'un fichier au format compatible ZIP, à l'exclusion de tout autre format de compression.

10.2. Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **Jeudi 4 novembre 2021 à 16h00.**

10.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 (quatre) mois à compter de la date limite de remise des offres indiquée à l'article 10.2 du présent règlement de consultation.

10.4. Pièces à produire

Le candidat doit produire impérativement tous les renseignements et documents mentionnés aux articles 10.4.1. et 10.4.2.

Le dossier est entièrement rédigé en langue française. Les prix sont exprimés en euros.

10.4.1. Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

- la lettre de candidature – formulaire DC1 ou équivalent,
- la déclaration du candidat – formulaire DC2 ou équivalent

En lieu et place Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME),

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le portail du ministère en charge de l'Économie et des Finances :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Afin de procéder à l'examen des candidatures et à leur vérification, si BGE Hauts de France constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, les candidats concernés sont invités à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous de **3 jours** (hors samedis, dimanches et jours fériés) à compter de la demande de BGE Hauts de France.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

10.4.2 Dossier d'offre technique et financière

L'offre technique et financière doit comporter les documents suivants :

- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) dûment complété,
- le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) dûment complété,
- le Mémoire Technique (MT) comprenant a minima :
 - les modalités de mise à disposition des titres dématérialisés, avec notamment le délai de livraison des titres dématérialisés, le délai de chargement des cartes, et le délai de règlement des titres,
 - les modalités de paiement proposées, avec notamment le réseau bancaire associé (Visa, Mastercard, ...), le plafond et la durée de validité du solde, la commission appliquée aux commerçants,

- les modalités d'utilisation des titres restaurant par les salariés de BGE Hauts de France, avec notamment le réseau de restauration couvert, y compris les sites en ligne,
- les fonctionnalités du compte client,
- les modalités d'accompagnement (service client, équipe dédiée, communication, reporting...).

ARTICLE 11 – Modalités et critères de sélection des candidatures et des offres

11.1. Jugement des candidatures

Le candidat doit être en capacité de soumissionner. Il déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) et aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du Code de la Commande Publique.

L'exécution de l'accord-cadre ne peut être confiée qu'à des candidats ayant les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières nécessaires. BGE Hauts de France apprécie souverainement ces capacités.

Les capacités des candidats sont appréciées à partir des informations fournies dans le dossier de candidature, sur la base d'un faisceau d'indices comprenant :

- les capacités professionnelles, notamment au regard des références avérées en rapport avec les exigences spécifiques de l'accord-cadre,
- les capacités et moyens techniques appréciés notamment à travers la description des effectifs du candidat et la description de l'équipement technique, au regard des exigences techniques de l'accord-cadre,
- les capacités économiques et financières appréciées notamment à travers les éléments des bilans des 3 dernières années, au regard du montant de l'accord-cadre.

11.2 Jugement des offres techniques et financières

BGE Hauts de France choisit librement l'offre qu'il juge comme étant économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères de sélection pondérés et définis ci-après :

- **Valeur technique de l'offre**, par référence à chacun des éléments énumérés et précisés à l'article 10.4.2 et décrits au mémoire technique: **60%**, décomposée comme suit:
 - les modalités de mise à disposition des titres dématérialisés, avec notamment le délai de livraison des titres dématérialisés, le délai de chargement des cartes, et le délai de règlement des titres : 10%
 - les modalités paiement proposées, avec notamment le réseau bancaire associé (Visa, Mastercard, ...), le plafond et la durée de validité du solde, la commission appliquée aux commerçants : 10%,

- les modalités d'utilisation des titres restaurant par les salariés de BGE Hauts de France, avec notamment le réseau de restauration couvert, y compris les sites en ligne : 10%
 - les fonctionnalités du compte client et le service client (qualité des échanges, rapidité, interlocuteur dédié, réactivité) : 10%
 - l'intégration du développement durable dans les pratiques du prestataire (gouvernance, respect de l'environnement) : 20%
- **Prix**, par référence au devis quantitatif estimatif (DQE) établi sur la base du bordereau de prix unitaires: **40%**

ARTICLE 12 – Documents à remettre par le titulaire

La vérification de l'absence des motifs d'exclusion de la procédure de passation s'effectue au plus tard au stade de l'attribution de l'accord-cadre.

A ce titre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre doit fournir l'ensemble des documents listés ci-dessous dans **un délai 11 jours (hors samedis, dimanches et jours fériés)** à compter de la date de demande de BGE Hauts de France :

1- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire. L'arrêté du 25 mai 2016 fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents.

Il est rappelé que les obligations prévues aux [articles L. 5212-1 et suivants du code du travail](#) concernant l'emploi des travailleurs handicapés sont des obligations fiscales et sociales.

2- un extrait du registre pertinent, tel qu'un K bis, datant de moins de 3 mois.

3 - une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraîne le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

ARTICLE 13 – Renseignements complémentaires

Les candidats utiliseront les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://e-marchespublics.com>) pour demander des renseignements complémentaires.

Ces renseignements complémentaires peuvent être demandés **jusqu'au jeudi 4 novembre 2021 à 16h00**. Passé cette date BGE Hauts de France ne prendra plus en compte aucune demande.

Les réponses aux renseignements complémentaires demandés en temps utile seront transmises **au plus tard le vendredi 22 octobre**.

Tous les candidats seront informés de toutes les questions posées et de toutes les réponses qui seront données par BGE Hauts de France.

ARTICLE 14 – Informations diverses

BGE Hauts de France se réserve le droit de ne pas donner suite à l'appel d'offres.

BGE Hauts de France choisit librement l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits à l'article 11.2 du présent règlement.

L'accord-cadre n'est attribué au candidat retenu que s'il fournit, dans le délai imparti par BGE Hauts de France les documents mentionnés à l'article 12.

L'appel d'offres peut être déclaré infructueux s'il n'est pas répondu de façon satisfaisante aux critères visés à l'article 11.2 du présent document.

La réponse à cet appel d'offres vaut acceptation sans réserve du présent règlement de consultation et des documents auxquels il renvoie ainsi que des éléments constitutifs du dossier de consultation.